

**M. Crosbie:** Ah, voici. Il dit qu'on s'attend maintenant à ce que le taux de chômage monte à un niveau moyen de 8 p. 100. J'ai devant moi des discours que le premier ministre a prononcés pendant la campagne électorale. Je puis en citer des passages. C'est probablement ce que je vais faire d'ici la fin de la semaine. Il dit ne pas pouvoir prendre de risques tant qu'il y aura un million de chômeurs au Canada. Il ne peut prendre de risques tant qu'il y aura un seul au chômeur au Canada. Pendant la campagne électorale, il débordait d'enthousiasme pour lutter contre le chômage, pour trouver du travail aux personnes sans emploi. Mais le voilà à nouveau confortablement installé dans son poste de chef du gouvernement et la conjoncture économique au Canada est bonne. L'économie canadienne est saine, absolument saine. Le ministre des Finances lui, dit que le taux de chômage va passer d'une moyenne de 7.5 p. 100 à 8 p. 100 à peu près. Voilà ce qu'on appelle une économie saine.

● (1600)

Les dépenses de consommation devraient s'accroître de 2 p. 100 en volume. Le cycle d'expansion des investissements, amorcé en 1979, devrait se poursuivre pendant toute l'année 1980 et se traduire par une nouvelle hausse de plus de 7.5 p. 100 en termes réels.

Si le mini-budget du ministre des Finances ne contrecarre pas cette tendance! Telle est l'économie saine dont parlait le premier ministre. Il dit ensuite:

... il faut plutôt réduire le déficit, parce que les taux d'intérêts élevés rendent le service de la dette exorbitant.

C'est ce qu'il aurait déclaré à la conférence de presse. Voici ce que rapportait le *Journal* d'Ottawa du 22 avril:

Le premier ministre Trudeau a déclaré hier que ce n'est pas le déficit fédéral considérable en soi qui l'inquiète, mais le service de la dette que le gouvernement doit assumer.

Notre premier ministre ne se rend pas compte que l'un ne va pas sans l'autre. Il ne s'inquiète pas du déficit, mais du service de la dette duquel il n'aurait pas à s'inquiéter s'il limitait le déficit; toutefois, en augmentant le déficit il aura encore plus de raison de s'inquiéter du service de la dette.

Notre premier ministre ne se rend pas compte que le service de la dette est relié au déficit. Le déficit augmentera cette année de 14.1 milliards, selon les chiffres donnés à la Chambre il y a une semaine, et le service de la dette, les intérêts, qui coûteront cette année 10.775 milliards de plus. Quant aux intérêts, ils engloutiront à eux seuls, un dollar sur quatre des impôts du contribuable canadien. Ce sont les prévisions actuelles, le montant pourrait être plus élevé. Un dollar sur quatre de vos contributions fiscales, monsieur l'Orateur, serviraient à payer les intérêts. Cet argent pourrait être utilisé autrement s'il n'y avait pas de déficit et si, sous le régime du premier ministre, les déficits n'avaient pas toujours tant augmenté.

Quels ont été les montants de ces déficits? Je ne vais pas remonter au début de 1968 lorsque notre dette nette était de 16.76 milliards de dollars. Elle est maintenant le quadruple. A la fin de 1979-1980, elle était d'environ 67.7 milliards de dollars. A la fin de la présente année financière elle atteindra près de 81.8 milliards de dollars. La dette nette du gouvernement du Canada a quadruplé pendant la durée du mandat du premier ministre. Pourquoi? Parce que le premier ministre ne s'inquiète pas d'avoir un gros déficit fédéral. Il ne s'inquiète que des intérêts, et même cette préoccupation n'est que toute

*Le budget supplémentaire (A)*

récente. Depuis son accession au pouvoir, la dette du gouvernement national a quadruplé.

Quel était le montant des intérêts en 1968? Il était de 1.27 milliards de dollars. Aujourd'hui, nous payons neuf fois ce montant. Il a «nonentuplé» le montant des intérêts que nous versons sur la dette. Qu'il s'en inquiète donc maintenant, monsieur l'Orateur. Il n'a que récemment commencé à s'inquiéter des intérêts sur la dette, mais ils ont pourtant «nonentuplé» depuis son accession au pouvoir en 1968.

Je ne vais pas remonter à 1968, mais je me contenterai de citer certains chiffres de 1972-1973. En 1972-1973 notre déficit a été de 968 millions de dollars et cela remonte à huit ans seulement et notre dette nationale s'est établie à 2.27 milliards de dollars. En 1973-1974, encouragés par ce déficit raisonnable, nous avons enregistré un déficit de 1.4 milliard de dollars et la dette est passée à 2.55 milliards de dollars. En 1974-1975, le déficit a été de 1,650 millions de dollars et la dette est grimpée à 3.16 milliards de dollars.

Le premier ministre a dû être surpris. Il a certainement dû dire à son ministre des Finances: «Que faites-vous là, que se passe-t-il donc là, pourquoi cette dette est-elle en train d'augmenter, comment pouvez-vous nous endetter, pareillement, ne vous rendez-vous pas compte que je n'aime pas avoir de dettes, elles m'inquiètent». Le ministre des Finances de l'époque a certainement dû lui répondre: Monsieur le premier ministre, il m'est impossible d'éviter une telle dette si vous tolérez semblables déficits. Apparemment il n'y est jamais arrivé car ce n'est que la semaine dernière que le premier ministre a appris qu'il y avait un rapport entre ces deux phénomènes.

En 1975-1976 le déficit a été de 5.3 milliards de dollars et la dette est passée à 3.91 milliards de dollars. En 1976-1977 le déficit a été de 6.093 milliards de dollars et la dette est passée à 4.66 milliards de dollars. En 1977-1978 le déficit a été de 10,098 milliards de dollars et la dette de 5.47 milliards. En 1978-1979 le déficit a été de 12,103 milliards de dollars et la dette de 6.87 milliards. En 1979-1980 le déficit a été de 11,450 millions de dollars et la dette de 8,420 millions de dollars. C'était l'année dernière.

Le ministre des Finances est venu à la Chambre lundi dernier et a déclaré bien calmement au peuple canadien que le déficit sera encore plus élevé que celui que nous prévoyions, qu'il augmentera de 3.7 milliards pour atteindre 14,165 millions de dollars et que le financement de la dette nous coûtera 10,775 millions. Pourquoi autant? A cause de tous ces déficits.

Le premier ministre nous dit que ce n'est pas le déficit fédéral lui-même qui l'inquiète, mais plutôt le service de la dette. Il faut qu'il comprenne—et j'espère que le ministre des Finances aura le courage de le lui expliquer—qu'il y a un rapport entre les deux. Si on trouve le service de la dette trop lourd, monsieur l'Orateur, il faut alors réduire le déficit. Le premier ministre ne semble pas encore comprendre.

**Une voix:** Allez-y!

**M. Crosbie:** Il y a un néo-démocrate qui coasse là-bas dans le coin. C'est tout ce qu'ils savent faire: se gonfler et coasser dans les coins obscurs du Canada. On n'en trouve pas un seul à l'est de l'Ontario. Nous avons vaincu la peste. Aussi longtemps que nous n'aurons pas de puces chez nous, nous vivrons en sécurité.